



Évolutions récentes du marché du travail et de l'emploi en Île-de-France

Dossier
mensuel
de
conjoncture

Direccte Direction régionale des entreprises,
de la concurrence, de la consommation,
ÎLE-DE-FRANCE du travail et de l'emploi

3 juillet 2015

Présentation

- *Ce diaporama vous est adressé en début de mois.*
- *Il présente, sous forme de graphiques et de commentaires synthétiques, les évolutions les plus récentes de l'emploi, du marché du travail et des mesures d'accompagnement des mutations économiques*
- *Ce document a vocation à compléter, sur un champ plus large, notre publication mensuelle commune avec Pôle emploi sur le marché du travail en Île-de-France, diffusée quelques jours auparavant.*
- *Vous continuerez à recevoir, par ailleurs, notre publication trimestrielle « Bref Île-de-France » qui propose des analyses plus détaillées sur le fonctionnement du marché du travail francilien.*
- *N'hésitez pas à nous adresser par courriel vos remarques sur ce diaporama :*

idf.statistiques@direccte.gouv.fr

- **Prochaine édition** de la synthèse mensuelle sur le marché du travail et l'emploi en Île-de-France : 4 septembre 2015.

SOMMAIRE

◆ **Synthèse régionale**

- *Page 4*

◆ **Marché du travail**

- *Page 5* : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi en fin de mois
- *Page 6* : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par département
- *Page 7* : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par sexe
- *Page 8* : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par âge
- *Page 9* : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par catégorie professionnelle et domaine professionnel
- *Page 10* : demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an et bénéficiaires du RSA
- *Page 11* : flux d'entrées et de sorties de Pôle emploi
- *Page 12* : taux de chômage (Insee)

◆ **Emploi**

- *Page 13* : offres d'emploi confiées à Pôle emploi
- *Page 14* : évolution récente de l'intérim
- *Page 15* : évolution récente de l'emploi salarié

◆ **Accompagnement des mutations économiques**

- *Page 17* : activité partielle
- *Page 18* : procédures de licenciement collectif

Synthèse régionale

MARCHE DU TRAVAIL

En mai 2015, le nombre d'inscrits à Pôle emploi n'ayant eu aucune activité (cat. A) augmente de +1,2 % en Île-de-France (données CVS) et de +0,5 % en France métropolitaine.

Si on inclut les demandeurs d'emploi ayant eu une activité réduite (cat. ABC), le nombre d'inscrits progresse de +1,1 % dans la région et de +1,3 % en France métropolitaine. En un an, la hausse en catégorie ABC s'élève à +6,9 % en Île-de-France et à +7,9 % en France métropolitaine.

Le mois de mai 2015 a été marqué par une vague de relances exceptionnelle de Pôle emploi incitant les demandeurs d'emploi à actualiser leur situation. Ces relances ont eu pour effet de contribuer à une baisse inhabituellement forte des sorties de catégories A, B, C pour défaut d'actualisation. On estime qu'en région francilienne entre 6 300 et 9 500 demandeurs d'emploi supplémentaires seraient sortis pour défaut d'actualisation en temps normal. La hausse pour la catégorie ABC aurait ainsi été plus modérée en région francilienne (entre +0,1 % et +0,4 % au lieu de +1,1 %), de la même manière qu'en France métropolitaine (entre +0,6 % et +0,8 % au lieu de +1,3 %). Il en va de même pour la hausse observée en catégorie A, bien que l'impact ne soit pas chiffrable précisément pour la région.

Au quatrième trimestre 2014, le taux de chômage francilien représente 8,9 % de la population active, stable par rapport au troisième trimestre.

EMPLOI

L'emploi salarié régional dans les secteurs principalement marchands augmente très légèrement au 4^{ème} trimestre 2014 en Île-de-France tandis qu'il se stabilise en France métropolitaine. L'activité intérimaire s'est stabilisée au premier trimestre 2015. En particulier, la construction affiche toujours une baisse au premier trimestre, cependant loin de la chute observée à la fin de l'année 2014.

MUTATIONS ECONOMIQUES

Au mois de mai 2015, le nombre d'autorisations et d'heures d'activité partielle autorisées se situe à un faible niveau, la construction continuant de solliciter la mesure, mais bien moins qu'en fin 2014 et début 2015. Le nombre d'emplois menacés par des procédures de licenciement collectif reste quant à lui à un niveau élevé, avec le secteur des activités de sièges sociaux et celui de la construction fortement affectés.

Les demandeurs d'emploi à la fin du mois de mai 2015

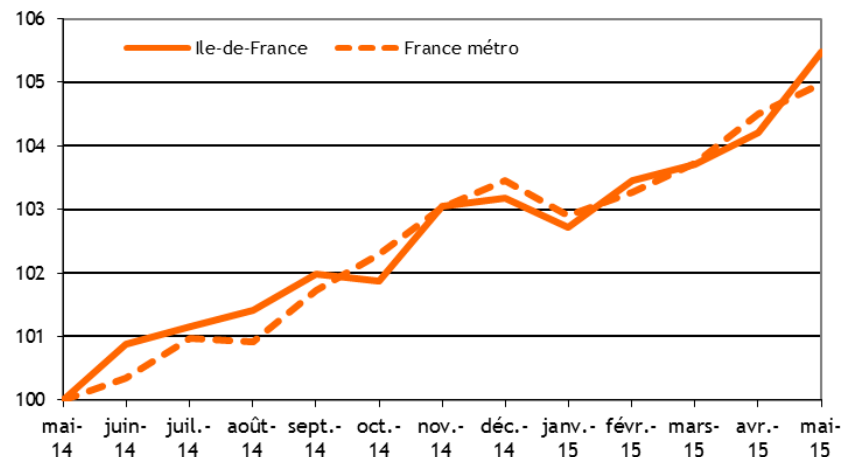
➤ Les évolutions du nombre de demandeurs d'emploi en Île-de-France ont été affectées par les relances supplémentaires effectuées par Pôle emploi au mois de mai 2015. Par comparaison avec les évolutions passées, on estime que cet impact serait en mai 2015 de l'ordre de 6 300 à 9 500 sur le nombre de sorties de catégories A, B, C pour défaut d'actualisation. En l'absence de ces particularités, la hausse du nombre de demandeurs d'emploi en catégorie ABC aurait été de l'ordre de 730 à 3 930 (soit entre +0,1 % et +0,4 %) au lieu de 10 230 (+1,1 %). L'impact sur la hausse du nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A n'est quant à elle pas chiffrable précisément.

□ Depuis un an, on observe en Île-de-France une hausse toujours importante du nombre de demandeurs d'emploi, qu'il s'agisse de la catégorie A ou de la catégorie ABC. La dynamique francilienne est proche de ce que l'on observe au niveau de la France métropolitaine.

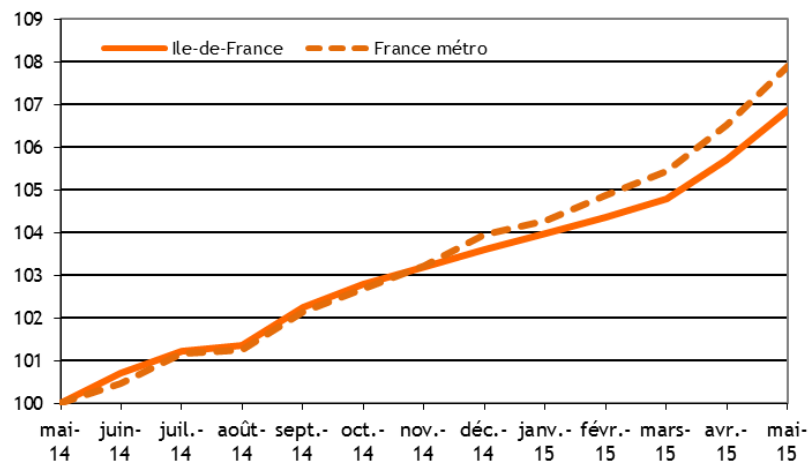
□ Si les estimations laissent penser que la hausse aurait dû être modérée au mois de mai 2015, l'Île-de-France avait néanmoins connu une hausse assez importante en avril.

Mai 2015	Île-de-France	France	Variation sur un mois (%)		Variation sur un an (%)	
			Île-de-France	France	Île-de-France	France
Catégorie A (actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi)	675 730	3 552 200	1,2	0,5	5,5	5,0
Catégories A, B, C (actes positifs de recherche d'emploi)	951 410	5 414 200	1,1	1,3	6,9	7,9

Evolution Île-de-France/France du nombre de demandeurs inscrits en catégorie A (données CVS - Indice 100 en mai 2014)



Evolution Île-de-France/France du nombre de demandeurs inscrits en catégorie ABC (données CVS - Indice 100 en mai 2014)



Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS : DIRECCTE / SESE

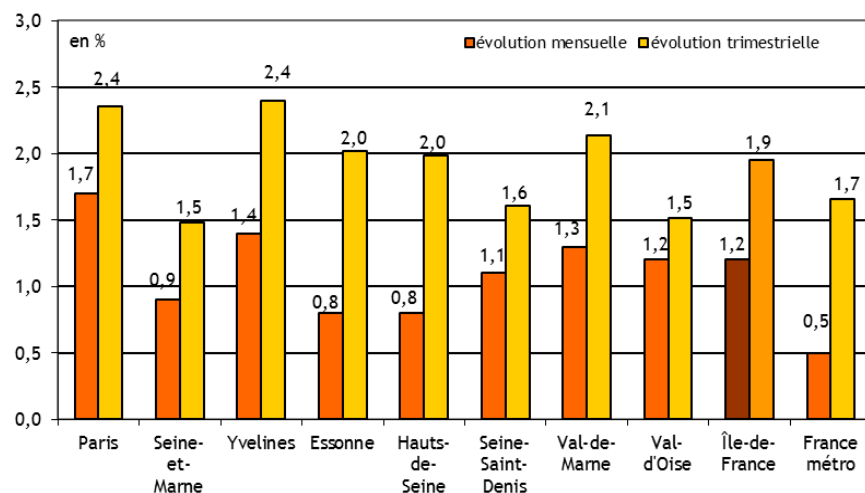
Les demandeurs d'emploi à la fin du mois de mai 2015

➤ Les évolutions du nombre de demandeurs d'emploi par département en Île-de-France ont été affectées par les relances supplémentaires effectuées par Pôle emploi au mois de mai 2015. Si cet impact n'est cependant pas chiffrable précisément, on aurait vraisemblablement dû observer des hausses moins marquées.

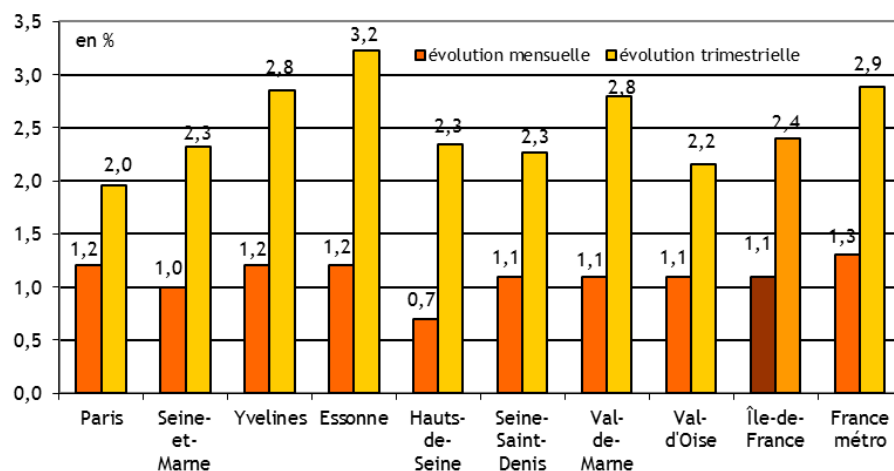
□ En catégorie A, la hausse mensuelle atteint ainsi +1,7 % à Paris, alors que le département connaissait des hausses assez modérées ces derniers mois. La plupart des départements affichent des hausses trimestrielles dépassant +2,0 %.

□ En catégorie ABC, tous les départements atteignent ce seuil de hausse trimestrielle de +2,0 %. L'Essonne pointe même à +3,2 % et les Yvelines et le Val-de-Marne à +2,8 %. Ce sont des départements qui, depuis quelques mois déjà, avaient été fortement touchés par la hausse du nombre de demandeurs d'emploi.

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois par département (catégorie A, données CVS)



Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois par département (catégorie ABC, données CVS)



CVS	cat. A	évolution mensuelle	cat. ABC	évolution mensuelle
Paris	136 330	1,7	200 950	1,2
Seine-et-Marne	66 560	0,9	95 600	1,0
Yvelines	63 690	1,4	89 920	1,2
Essonne	57 700	0,8	83 530	1,2
Hauts-de-Seine	81 780	0,8	113 040	0,7
Seine-Saint-Denis	121 510	1,1	163 970	1,1
Val-de-Marne	75 610	1,3	104 180	1,1
Val-d'Oise	72 550	1,2	100 220	1,1
Île-de-France	675 730	1,2	951 410	1,1
France métropolitaine	3 552 200	0,5	5 414 200	1,3

Les demandeurs d'emploi à la fin du mois de mai 2015

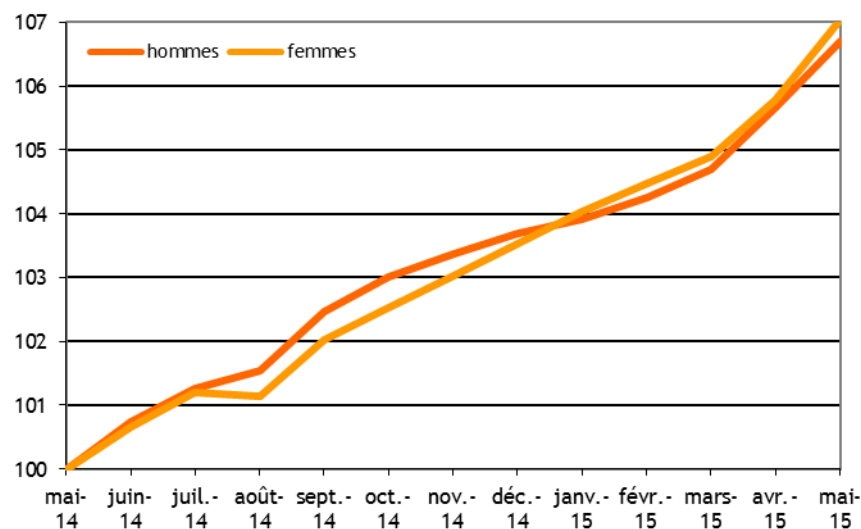
La demande d'emploi selon le sexe (catégorie ABC)

➤ Les évolutions du nombre de demandeurs d'emploi par sexe en Île-de-France ont été affectées par les relances supplémentaires effectuées par Pôle emploi au mois de mai 2015. Si cet impact n'est cependant pas chiffrable précisément, on aurait vraisemblablement dû observer des hausses moins marquées.

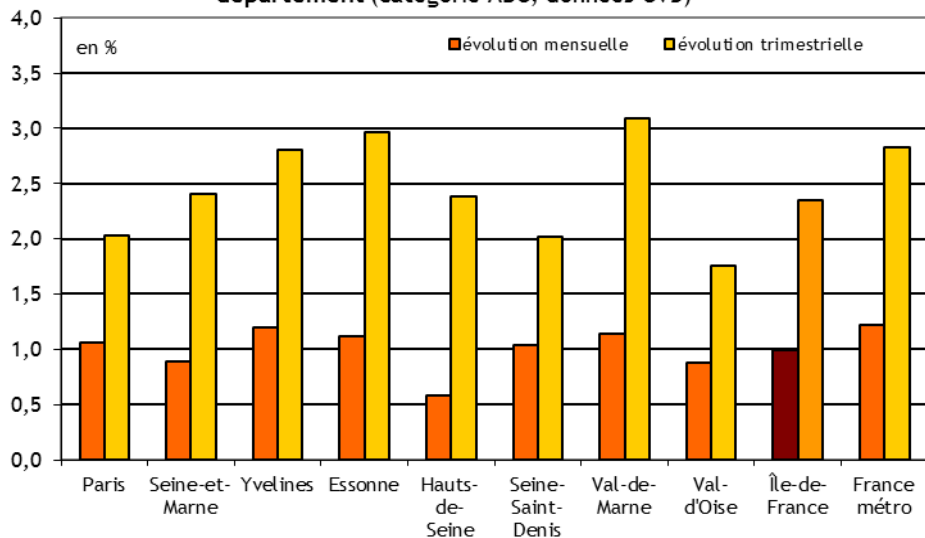
□ La demande d'emploi augmente de +1,0 % pour les hommes et de +1,2 % pour les femmes en région francilienne. En France métropolitaine, elle atteint +1,2 % pour les hommes et +1,4 % pour les femmes.

□ Sur trois mois, les évolutions demeurent également proches en région francilienne (+2,3 % pour les hommes et +2,5 % pour les femmes) ainsi qu'en France métropolitaine (+2,8 % et +2,9 %).

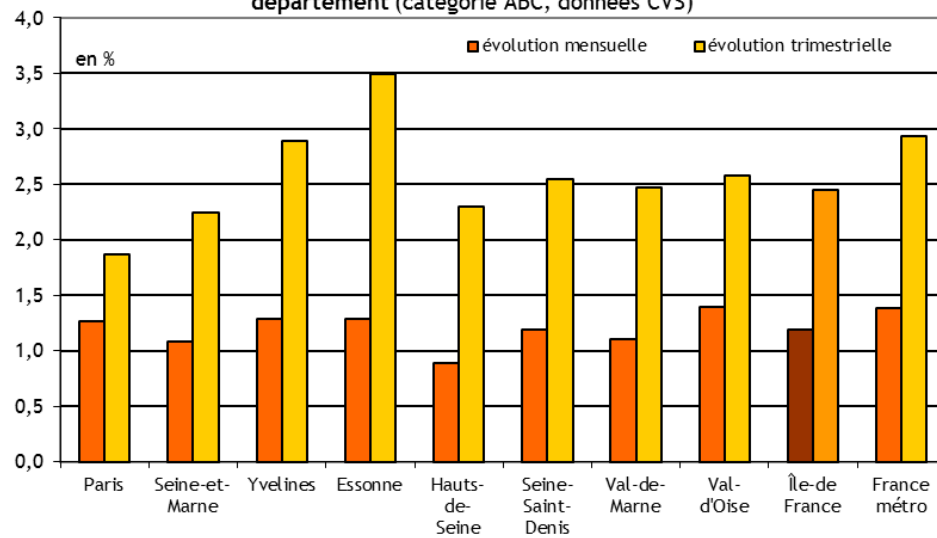
Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois, selon le sexe (catégorie ABC, données CVS - indice 100 mai 2014)



Évolution du nombre d'hommes inscrits en fin de mois, par département (catégorie ABC, données CVS)



Évolution du nombre de femmes inscrites en fin de mois par département (catégorie ABC, données CVS)



Les demandeurs d'emploi à la fin du mois de mai 2015

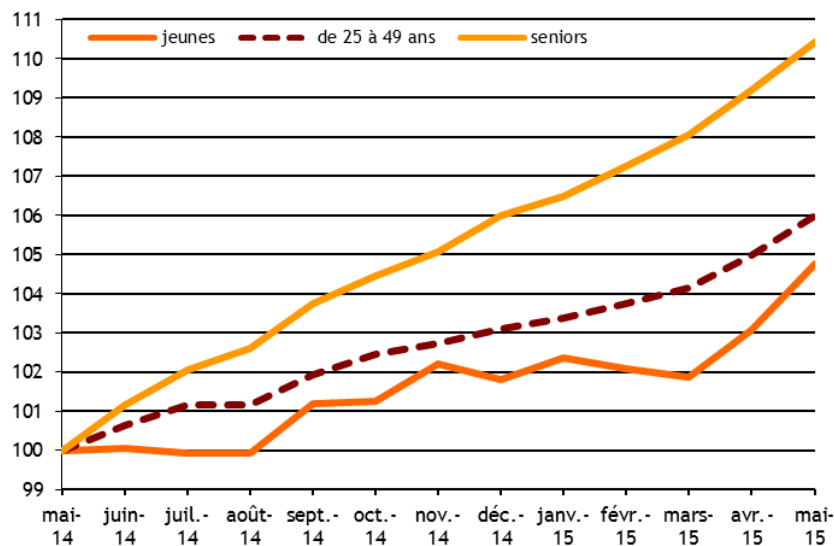
La demande d'emploi selon l'âge (catégorie ABC)

➤ Les évolutions du nombre de demandeurs d'emploi par âge en Île-de-France ont été affectées par les relances supplémentaires effectuées par Pôle emploi au mois de mai 2015. Si cet impact n'est cependant pas chiffrable précisément, on aurait vraisemblablement dû observer des hausses moins marquées.

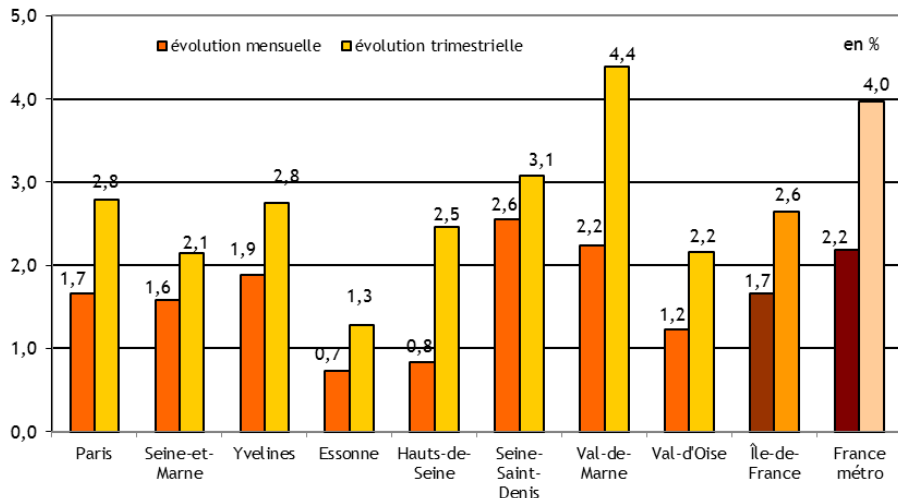
□ On observe au mois de mai 2015 une hausse particulièrement marquée chez les moins de 25 ans (+1,7 %) en Île-de-France et en France métropolitaine (+2,2 %). Plus sensibles aux effets de relance, ou d'absence de relance, par Pôle emploi, l'impact sur les défauts d'actualisation en mai 2015 a probablement été important pour ces jeunes demandeurs d'emploi.

□ Les seniors, en revanche, affichent une hausse qui semble être dans la lignée des mois précédents.

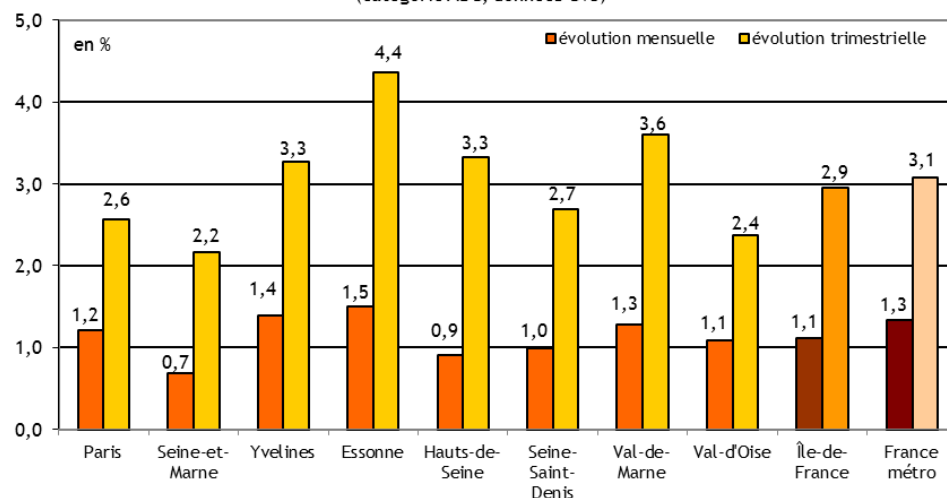
Evolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois, selon l'âge (catégorie ABC, données CVS - indice 100 mai 2014)



Évolution du nombre de jeunes inscrits en fin de mois, par département (catégorie ABC, données CVS)



Évolution du nombre de seniors inscrits en fin de mois, par département (catégorie ABC, données CVS)



Les demandeurs d'emploi à la fin du mois de mai 2015

Les demandeurs d'emploi par catégorie professionnelle* et par métier recherché

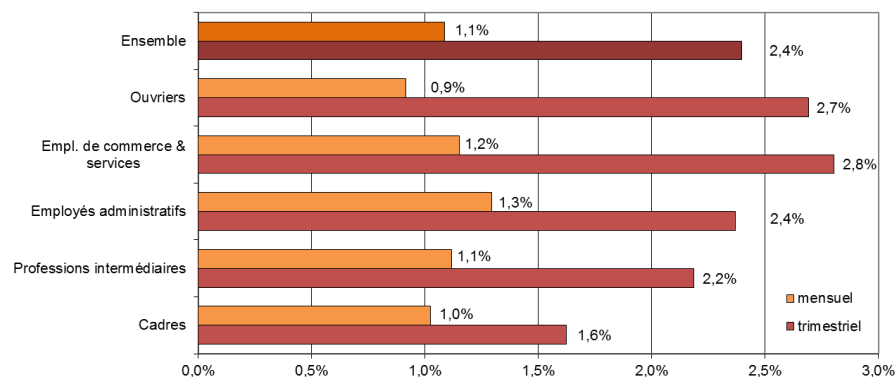
➤ Les évolutions du nombre de demandeurs d'emploi par catégorie professionnelle et par métier recherché en Île-de-France ont été affectées par les relances supplémentaires effectuées par Pôle emploi au mois de mai 2015. Si cet impact n'est cependant pas chiffrable précisément, on aurait vraisemblablement dû observer des hausses moins marquées.

❑ Toutes les catégories professionnelles sont touchées par une forte hausse, proche de l'évolution globale sur la région. Même les cadres, épargnés ces derniers mois, affichent une hausse de +1,0 % alors que les ouvriers et les employés de commerce et des services connaissent des hausses qui ne présentent pas de réelle rupture avec les mois précédents. Il est difficile d'interpréter les évolutions observées, dans la mesure où il est très probable que les différentes catégories professionnelles n'ont pas été affectées de la même manière par les relances supplémentaires effectuées par Pôle emploi.

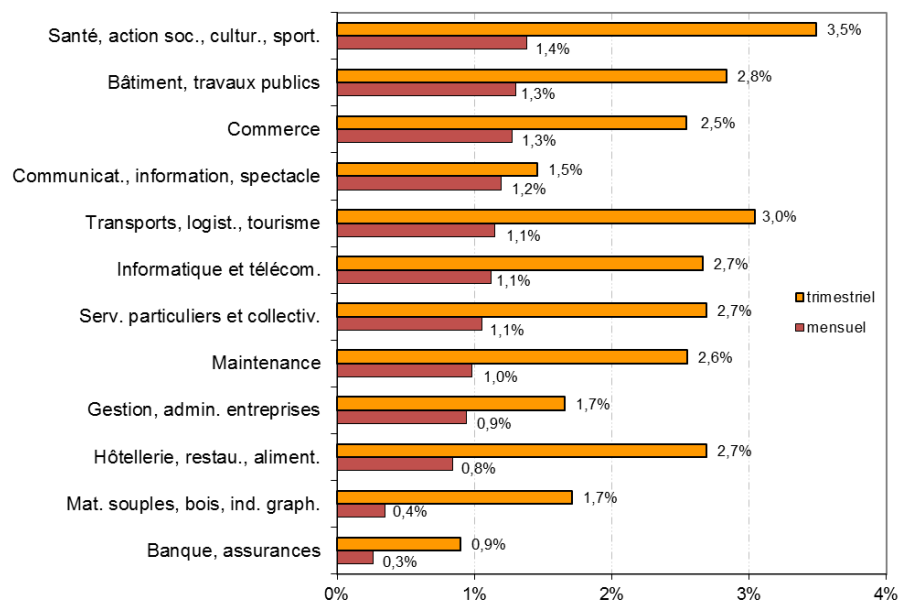
❑ Le même constat est valable pour l'évolution du nombre de demandeurs d'emploi par principaux domaines professionnels. Si les métiers de la banque et des assurances ainsi que ceux des matériaux souples, du bois et de l'industrie graphique sont peu touchés par la hausse, les autres domaines affichent des hausses comprises entre +0,8 % et +1,4 %.

*La catégorie professionnelle du demandeur d'emploi est recalculée par le Sese de la Direccte d'Île-de-France à partir du métier recherché par le demandeur d'emploi.

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois, par catégorie professionnelle (catégorie ABC - données CVS)



Evolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois, par principaux domaines professionnels (catégorie ABC - données CVS)



Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS : DIRECCTE / SESE

Les demandeurs d'emploi à la fin du mois de mai 2015

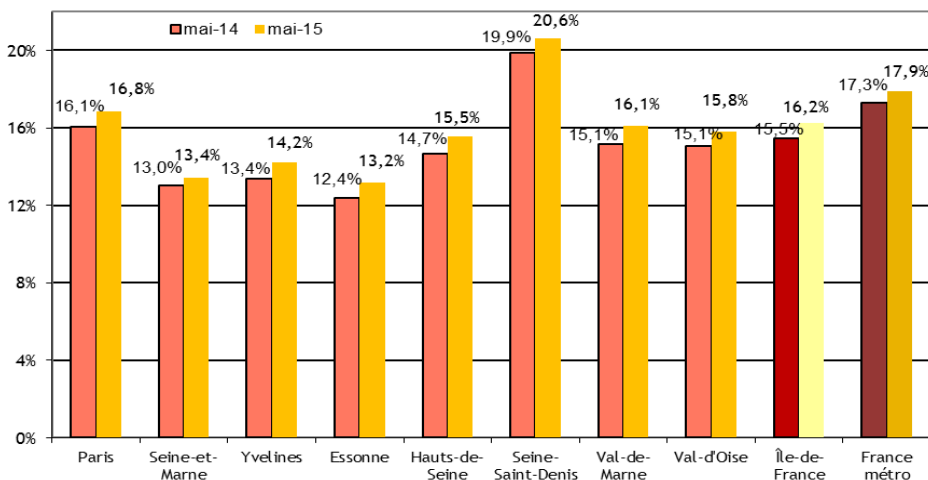
Demande d'emploi de longue durée et droits au RSA

Les évolutions du nombre de demandeurs d'emploi par durée de la demande en Île-de-France ont été affectées par les relances supplémentaires effectuées par Pôle emploi au mois de mai 2015. Si cet impact n'est cependant pas chiffrable précisément, on aurait vraisemblablement dû observer des hausses moins marquées.

En mai 2015, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an augmente de +1,1 % en Île-de-France et de +10,4 % en un an. Le nombre de demandeurs inscrits depuis moins d'un an croît de +1,1 % en avril et de +4,4 % en un an.

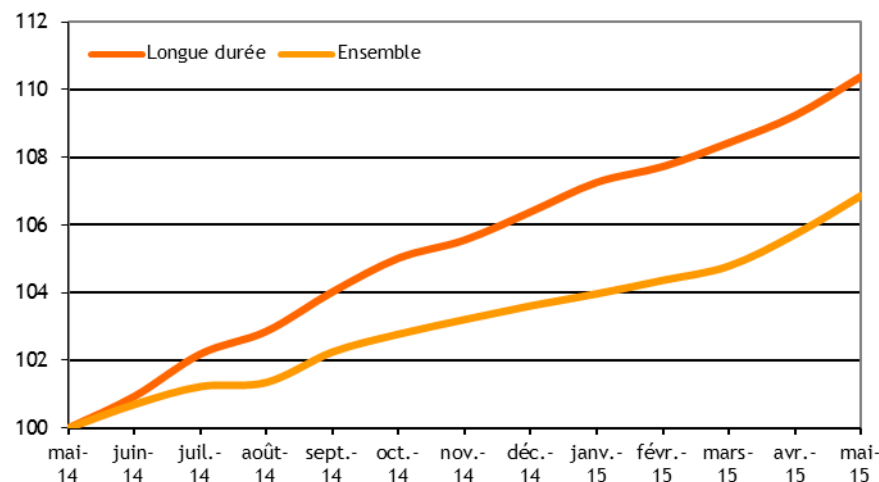
16,2 % des demandeurs d'emploi franciliens sont bénéficiaires du RSA, contre 17,9 % en France métropolitaine.

Part des demandeurs d'emploi (ABC) ayant des droits payables au RSA



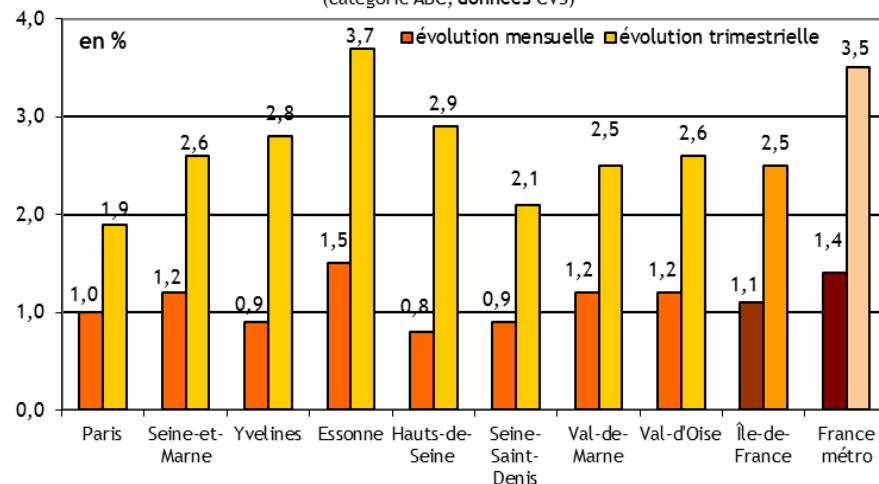
Sources : DARES / Pôle emploi - données brutes

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois inscrits depuis plus d'un an (catégorie ABC, données CVS - indice 100 mai 2014)



Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS : DIRECCTE / SESE

Évolution du nombre d'inscrits depuis plus d'un an, par département (catégorie ABC, données CVS)



Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS : DIRECCTE / SESE

Les entrées et les sorties à la fin du mois de mai 2015

Les entrées et les sorties de Pôle emploi

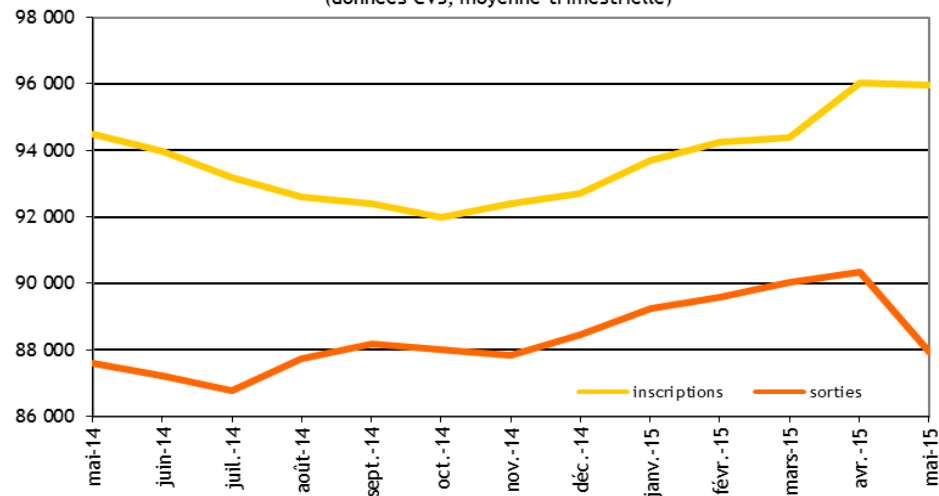
➤ Les relances supplémentaires effectuées par Pôle emploi au cours du mois de mai 2015 ont eu un impact sur le nombre de sorties pour défaut d'actualisation. On estime ainsi pour mai 2015 qu'entre 6 300 et 9 500 sorties pour défaut d'actualisation supplémentaires auraient été enregistrées en Île-de-France en l'absence de relances supplémentaires.

□ Le nombre d'inscriptions à Pôle emploi reste stable en Île-de-France, tandis que le nombre de sorties connaît une chute, en grande partie attribuable à l'effet des relances supplémentaires.

□ Du côté des entrées, la rubrique « autres cas » concerne 44 % des inscriptions, parmi lesquelles 6 % font suite à des ruptures conventionnelles. Le nombre de licenciements économiques (3 % du total des entrées) et de premières entrées (9 % du total) augmente fortement. Les fins de CDD (20 % des motifs), les autres licenciements (11 % des motifs), les fins de mission d'intérim (5 % des motifs) et les démissions (2 % des motifs) restent stables.

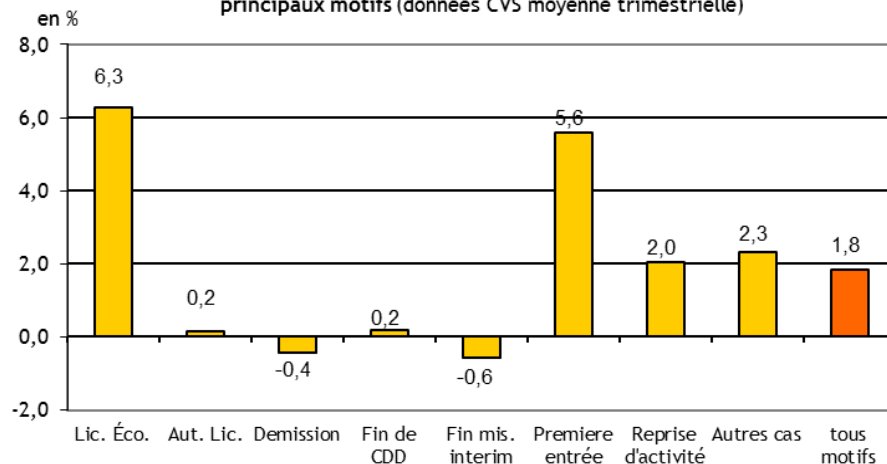
□ Du côté des sorties, les cessations d'inscription pour défaut d'actualisation affichent une forte baisse du fait des relances supplémentaires qui ont eu lieu. Sur trois mois glissants, les reprises d'emploi déclarées (19 % des motifs) et les radiations administratives (9 % des motifs) connaissent une légère hausse. Les arrêts de recherche et les entrées en stage (6 % des motifs chacun) baissent.

Évolution des entrées et des sorties de Pôle emploi en Ile-de-France, au cours des douze derniers mois (données CVS, moyenne trimestrielle)



Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS : DIRECCTE / SESE

Evolution trimestrielle des entrées à Pôle emploi en Ile-de-France, par principaux motifs (données CVS moyenne trimestrielle)



Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS : DIRECCTE / SESE

Le taux de chômage au 4ème trimestre 2014

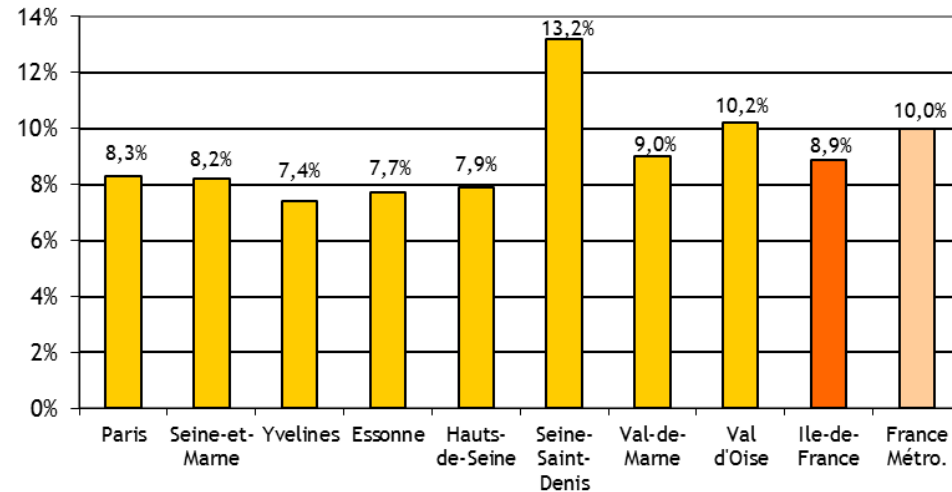
➤ Du fait d'une rénovation du questionnaire de l'enquête emploi de l'Insee qui sert à mesurer le taux de chômage, une nouvelle série de données a été publiée à partir du 4ème trimestre 2013, non comparable avec les taux publiés jusqu'à présent. Ces derniers ont été « rétrolés » pour les rendre comparables aux taux qui sont publiés maintenant.

□ Au quatrième trimestre 2014, le taux de chômage francilien s'est établi à 8,9 % de la population active (valeur moyenne sur l'ensemble du trimestre) selon les estimations de l'Insee, stable par rapport au troisième trimestre 2014. En France métropolitaine, il augmente de +0,1 point, pour atteindre désormais 10,0 % de la population active.

□ Sur un an, le taux de chômage en Île-de-France progresse de +0,3 point et il augmente de +0,4 point sur l'ensemble du territoire français. Le taux francilien reste nettement inférieur (-1,1 point) au taux national (hors DOM).

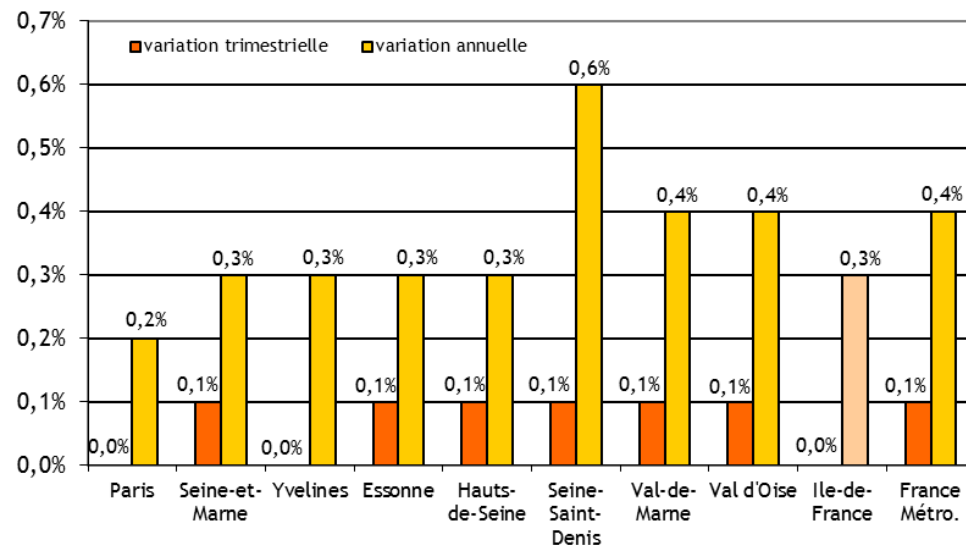
□ La Seine-Saint-Denis demeure le département francilien où le taux de chômage est le plus élevé, atteignant 13,2 % (+0,1 point par rapport au troisième trimestre, et +0,6 point en un an, la plus forte progression en Île-de-France). Il est suivi par le Val-d'Oise où il s'élève à 10,2 % (+0,1 point sur le trimestre, +0,4 point en un an). Ce sont les deux seuls départements franciliens où le taux de chômage est supérieur à celui de la France métropolitaine.

Taux de chômage localisé au 4ème trimestre 2014



Source : Insee

Évolution du taux de chômage localisé au 4ème trimestre 2014



Source : Insee

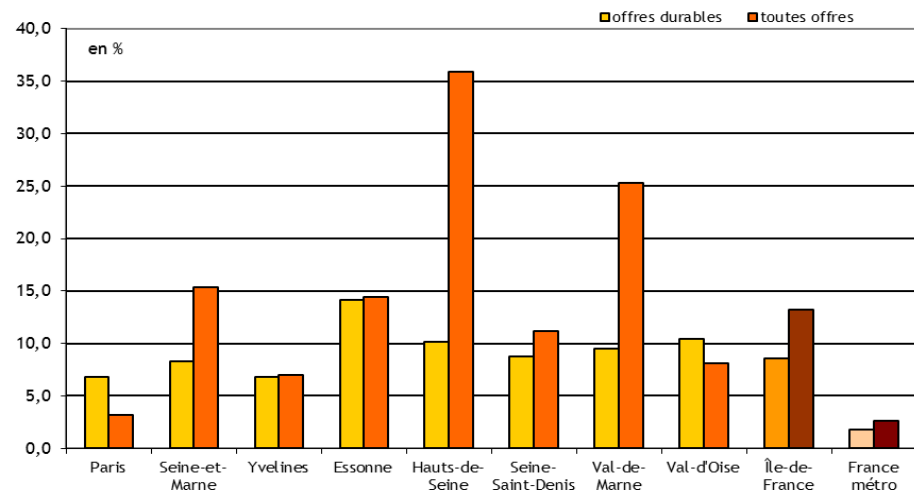
Les offres d'emploi confiées à Pôle emploi à fin mai 2015

En mai 2015, 46 150 offres d'emploi ont été collectées directement par Pôle emploi en Île-de-France (données CVS) dont 24 040 concernent des emplois durables (CDI ou CDD de plus de six mois). Le nombre d'offres augmente par rapport au mois précédent.

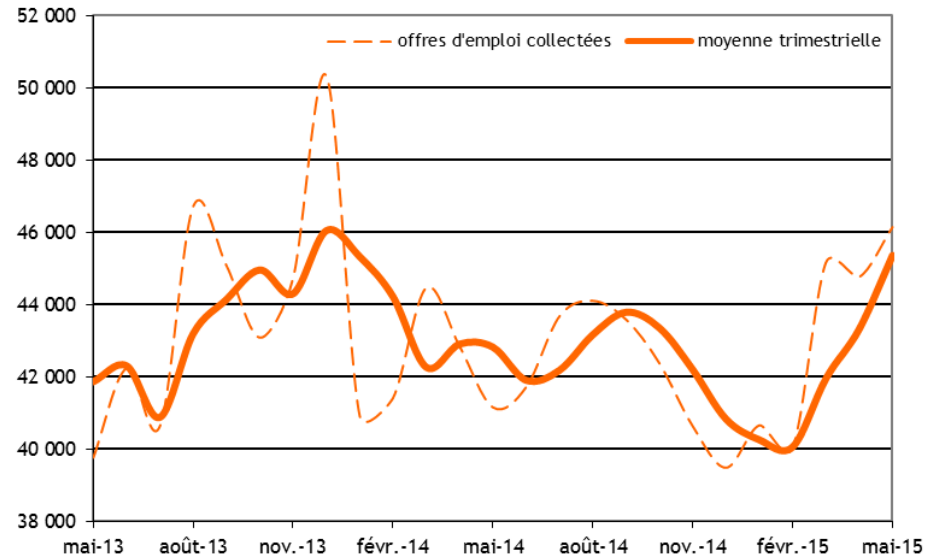
En rythme trimestriel, le nombre d'offres d'emploi collectées dans la région augmente fortement, de +13,2 %. Bien que les deux types d'offres durables et non durables augmentent, ces dernières connaissent une hausse très importante, atteignant +20,6 %.

En France métropolitaine, le nombre d'offres d'emploi collectées augmente également, mais bien moins fortement (+2,6 %).

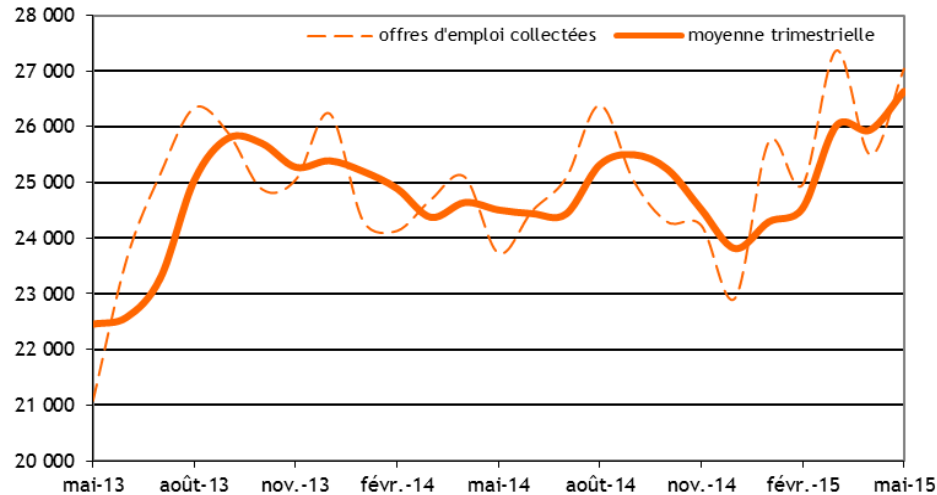
Évolution du nombre d'offres d'emploi enregistrées au cours des 3 derniers mois, par rapport aux 3 mois précédents (données CVS)



Évolution du nombre total d'offres d'emploi confiées à Pôle emploi depuis Mai 2013 (données CVS)



Évolution du nombre d'offres d'emploi durables confiées à Pôle emploi depuis Mai 2013 (données CVS)



Sources : Dares / Pôle emploi - calculs des CVS : DIRECCTE / SESE

L'intérim à fin mars 2015

▣ Près de 295 000 contrats d'intérim ont été signés au mois de mars 2015 en Île-de-France, ce qui représente, en moyenne journalière, 91 900 emplois en équivalent temps plein (EETP, données CVS).

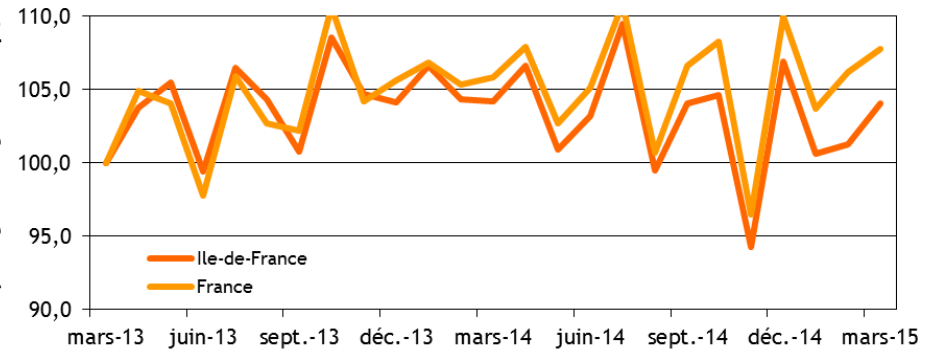
▣ Le nombre de contrats signés et le nombre d'intérimaires en EETP ont augmenté ce mois-ci. Toutefois, en moyenne, sur le 1^{er} trimestre 2015, le nombre d'intérimaires se stabilise : +0,0 % par rapport au 4^{ème} trimestre 2014 (données CVS).

▣ L'utilisation de l'intérim dans l'industrie continue de baisser : -2,5 % pour le nombre d'intérimaires en EETP par rapport au 4^{ème} trimestre 2014. En particulier, la production et distribution d'eau / gestion des déchets et les industries agro-alimentaires sont en forte diminution (resp. -3,4 % et -2,8 %), au contraire de la fabrication de matériels de transport (+5,2 %).

▣ Après une pause le mois dernier, la construction est de nouveau en recul : -4,0 % ce trimestre par rapport au 4^{ème} trimestre 2014.

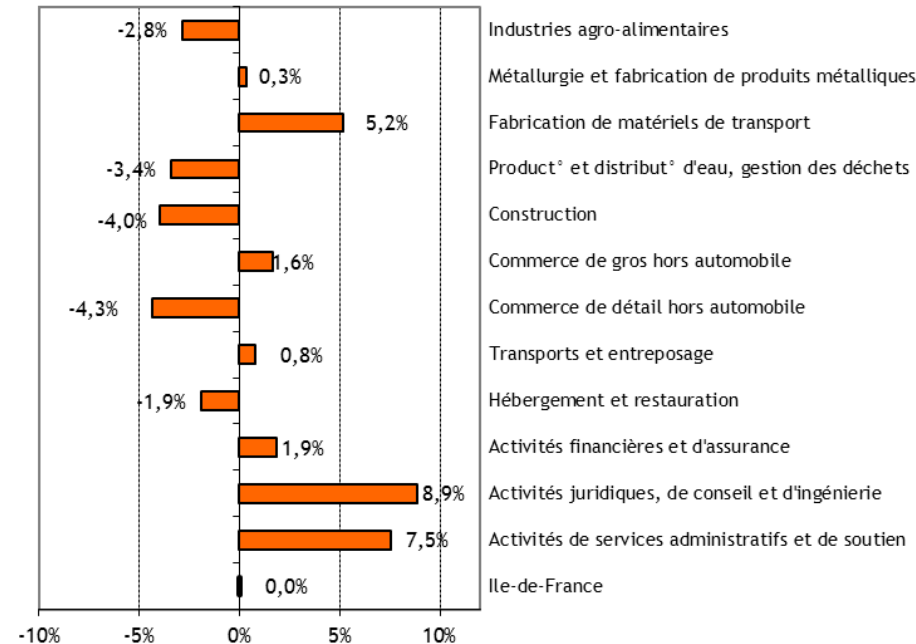
▣ L'intérim est en hausse dans le tertiaire (+1,8 % par rapport au 4^{ème} trimestre 2014), avec des différences suivant les principaux secteurs : de fortes hausses dans les activités juridiques et de conseil et les activités de services administratifs et de soutien (resp. +8,9 % et +7,5 %) et des baisses dans le commerce de détail et l'hébergement / restauration (resp. -4,3 % et -1,9 %).

Evolution du nombre moyen d'intérimaires en EETP (données CVS/CJO - base 100 à fin mars 2013)



Source : Pôle emploi, calcul des CVS : DIRECCTE-SESE

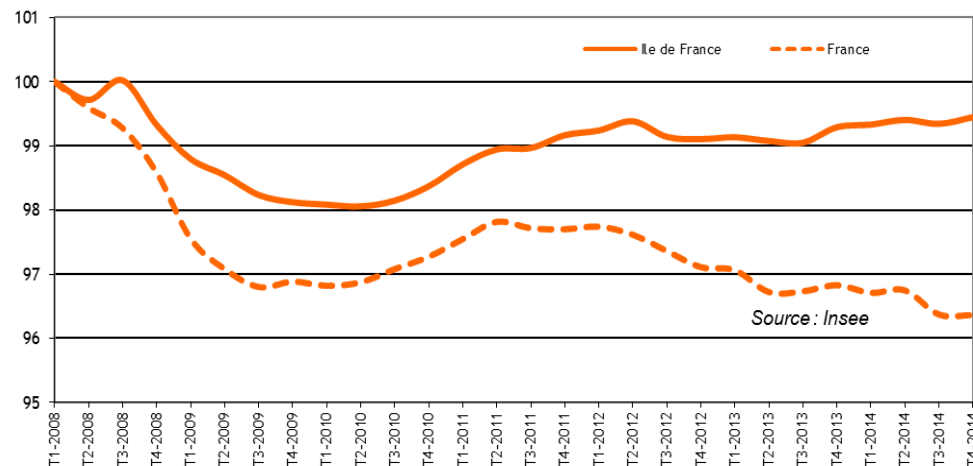
Evolution trimestrielle du nombre moyen d'intérimaires en EETP par principaux secteurs d'activité



Source : Pôle emploi, calcul des CVS : DIRECCTE / SESE

L'emploi salarié au 4^{ème} trimestre 2014

Évolution de l'emploi salarié dans les secteurs marchands, depuis le 1^{er} trimestre 2008 (données CVS)



Champ : ensemble des secteurs hors agriculture, administration, éducation, santé et action sociale, activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique.

Evolution de l'emploi salarié dans les activités marchandes par département (données CVS)	Nombre d'emplois au 4 ^{ème} trimestre 2014	Evolution trimestrielle (par rapport au 3 ^{ème} trimestre 2014)		Evolution annuelle (par rapport au 4 ^{ème} trimestre 2013)	
		Niveau	%	Niveau	%
Paris	1 287 390	2 361	0,2	12 272	1,0
Seine-et-Marne	303 884	523	0,2	375	0,1
Yvelines	363 523	1 636	0,5	-4 749	-1,3
Essonne	298 494	48	0,0	-269	-0,1
Hauts-de-Seine	811 689	1 064	0,1	-171	0,0
Seine-Saint-Denis	392 689	-1 805	-0,5	217	0,1
Val-de-Marne	356 645	-336	-0,1	-147	0,0
Val-d'Oise	259 265	806	0,3	-1 097	-0,4
Ile-de-France	4 073 578	4 298	0,1	6 431	0,2
France métropolitaine	15 364 100	-1 200	0,0	-74 000	-0,5

Source : Insee

❑ Au quatrième trimestre 2014, l'emploi salarié marchand francilien progresse très légèrement (+4 300 emplois, soit +0,1 %) selon les estimations provisoires de l'Insee. En France métropolitaine, l'emploi salarié marchand reste quasiment stable (0,0 %, pour -1 200 emplois).

❑ Sur un an, l'emploi salarié progresse de +0,2 % en région francilienne, tandis qu'il recule de -0,5 % en France métropolitaine.

❑ La Seine-Saint-Denis subit la seule baisse significative sur le trimestre (-0,5 %, pour -1 800 postes). L'emploi salarié marchand augmente à l'inverse notablement dans les Yvelines (+0,5 %, soit +1 600 emplois). Paris est néanmoins le département qui crée le plus grand nombre d'emplois (+2 400 emplois, +0,2 %).

❑ La seule véritable hausse annuelle concerne Paris (+1,0 %, +12 300 emplois). Malgré une hausse ce trimestre, le département des Yvelines est celui qui perd sur un an le plus grand nombre d'emplois et affiche la plus forte baisse en région francilienne (-1,3 %, soit -4 700 postes), après avoir été touché par une baisse importante lors du premier trimestre de l'année. Le Val-d'Oise connaît la seconde baisse la plus importante de la région (-0,4 %, soit -1 100 emplois), tandis que l'emploi reste stable dans les autres départements.

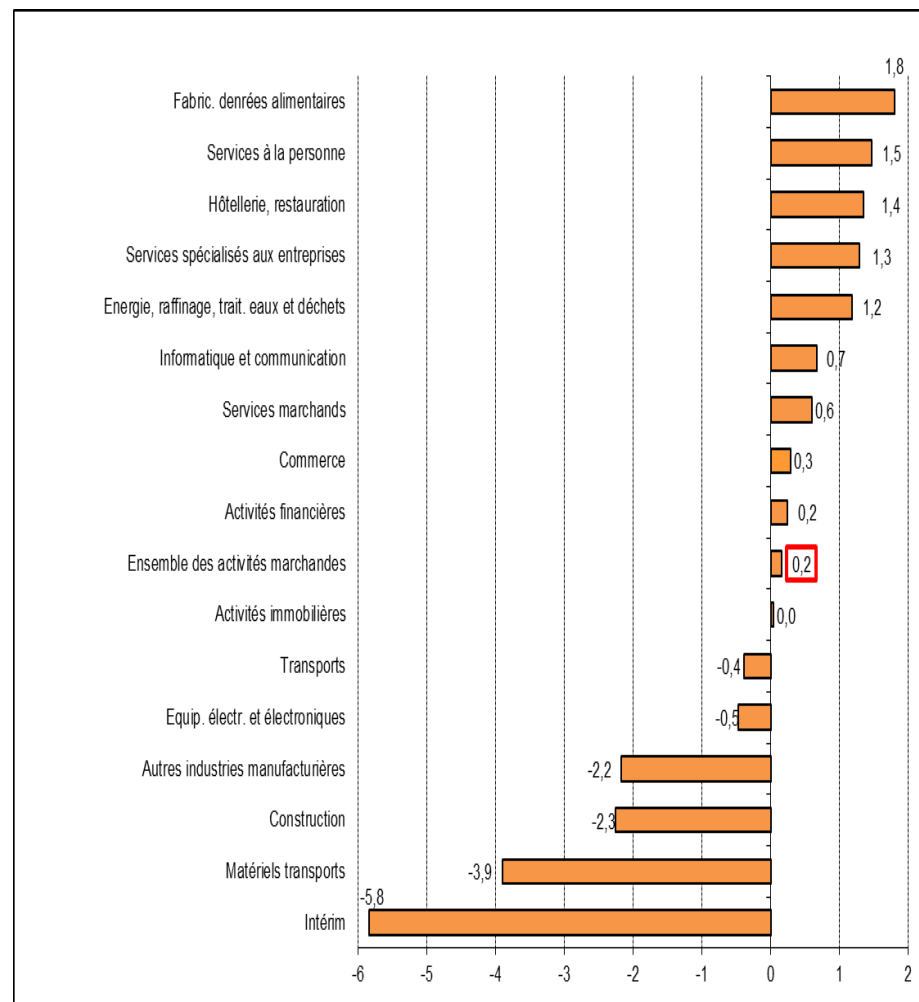
L'emploi salarié au 4^{ème} trimestre 2014

❑ Au quatrième trimestre 2014, le nombre d'emplois dans l'industrie diminue de nouveau en Île-de-France (-0,4 %), après s'être maintenu au trimestre précédent. L'emploi recule fortement dans la construction (-1,2 %) et reste à peu près stable dans le commerce (-0,1 %). Les services marchands affichent la seule hausse sur le trimestre (+0,4 %).

❑ Sur un an, la construction enregistre la plus importante baisse (-2,3 %, pour -6 200 emplois). Suit l'industrie avec une baisse de -1,1 % sur un an (-5 200 emplois). En son sein, ce sont la fabrication de matériels de transports et les « autres industries manufacturières » (pharmacie, chimie...) qui sont fortement affectées par la baisse. Le commerce connaît une légère hausse annuelle (+0,3 %, +2 000 postes).

❑ Les services marchands gagnent 15 800 emplois (+0,6 % sur un an). En hausse, on retrouve les services à la personne (+1,5 %), l'hôtellerie et la restauration (+1,4 %) et le domaine des services spécialisés aux entreprises (conseil, ingénierie...) à +1,3 % (comptant pour 11 400 créations de postes). L'emploi au sein de l'informatique, les médias et la communication progresse également, grâce à la hausse lors du quatrième trimestre (+0,7 % sur le trimestre et sur un an). En revanche, l'intérim, malgré un rebond lors du dernier trimestre (+3,4 %) a connu une année 2014 très morose, illustrée par la forte baisse sur un an (-5,8 %).

Évolution annuelle en % de l'emploi salarié en Île-de-France entre le 4^{ème} trimestre 2013 et le 4^{ème} trimestre 2014, dans les principaux secteurs d'activité marchands (données CVS)

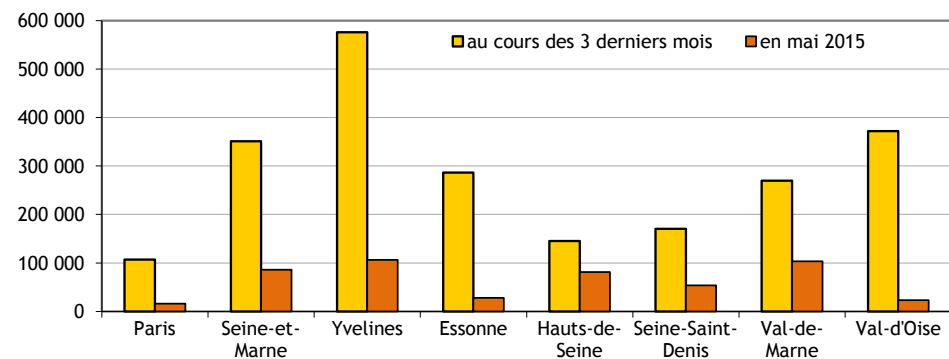


Source : INSEE - estimations trimestrielles d'emploi

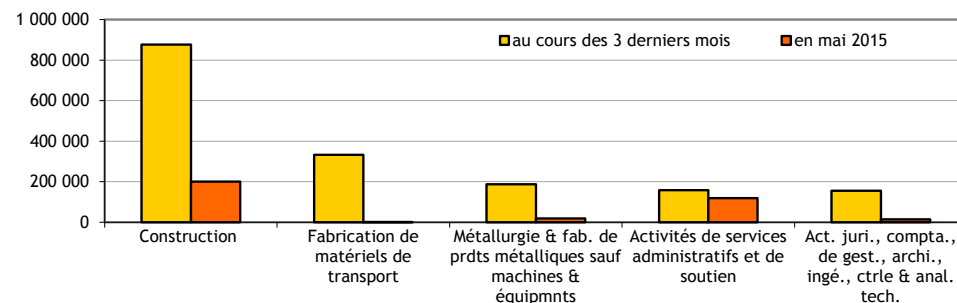
L'activité partielle en mai 2015

- ❑ 104 demandes d'autorisations d'activité partielle ont été reçues en mai. Ce chiffre reste assez bas.
- ❑ Elles correspondent à 498 070 heures de travail autorisées à être chômées, soit -52 % par rapport au mois précédent.
- ❑ Les départements des Yvelines et du Val-de-Marne cumulent 42 % des heures demandées ce mois-ci dans la région.
- ❑ La Seine-et-Marne est le troisième département le plus concerné avec 17 % des heures demandées.
- ❑ Le secteur de la construction a sollicité 200 581 heures réparties en 39 demandes ce mois-ci, confirmant la baisse entamée depuis le début de l'année.
- ❑ 118 678 heures ont été autorisées dans le secteur des activités de services administratifs et de soutien, principalement dans une entreprise spécialisée dans l'aménagement et l'entretien paysagers.
- ❑ Avec 11 procédures en mai, le commerce est le deuxième secteur concentrant le plus grand nombre de demandes.

Heures autorisées par département



Secteurs d'activité qui concentrent le plus d'heures autorisées



Répartition par territoire gestionnaire	Ile-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise
Autorisations en mai	104	13	14	18	8	13	15	12	11
cumul 2015	799	110	124	120	110	65	78	78	114
Heures associées en mai	498 070	16 052	86 114	106 575	28 068	81 068	53 672	103 335	23 186
cumul 2015	4 040 630	172 831	617 224	911 895	549 533	413 233	312 032	567 039	496 843

Source : DIRECCTE UT - Traitement : DIRECCTE / SESE

Les procédures de licenciement collectif en mai 2015

En mai, 43 procédures concernant 2 522 emplois ont été notifiées aux services de la Direccte. Parmi ces emplois, 233 seront perdus pour cause de liquidations judiciaires.

Le nombre de postes menacés est élevé, au-dessus de la moyenne mensuelle constatée en 2009, au plus fort de la crise.

Le département le plus affecté ce mois par rapport au nombre d'emplois sur son territoire est les Hauts-de-Seine. Paris est également davantage affecté que la région dans son ensemble.

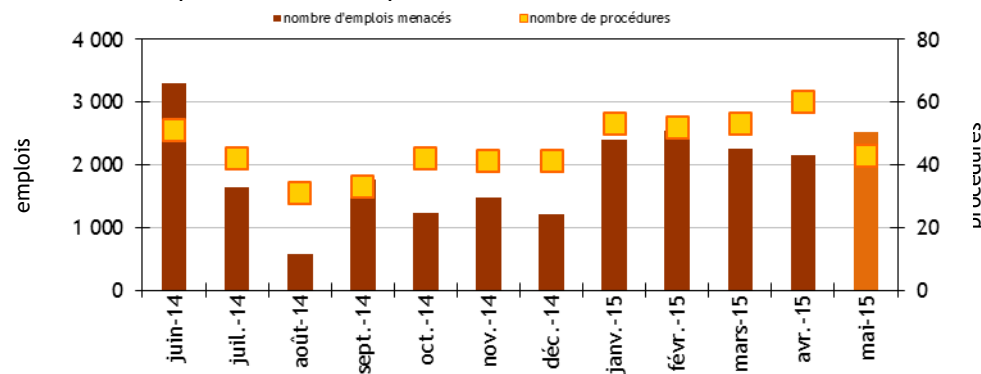
Les autres départements, en revanche, sont relativement épargnés.

Le secteur des activités de siège sociaux est celui qui met en danger le plus de postes relativement à son emploi dans la région. Les établissements de ce secteur ont initié trois importants plans de sauvegarde de la compétitivité qui menacent au total 668 emplois.

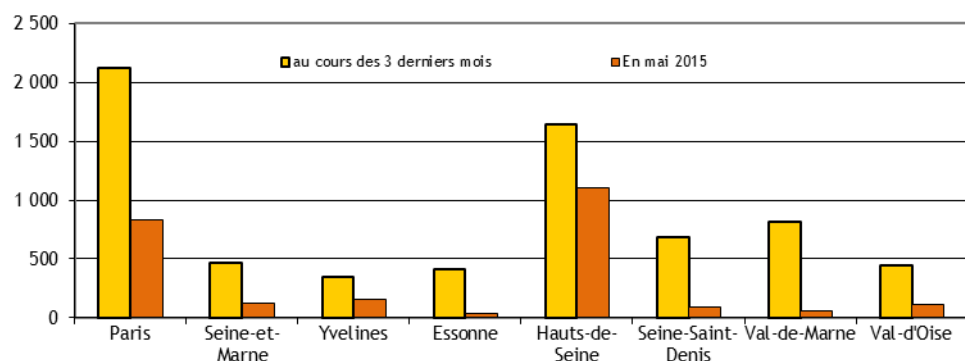
La construction est également très fortement affectée ce mois, avec 450 emplois en péril. La moitié des postes menacés le sont dans un établissement situé dans les Hauts-de-Seine.

Répartition par territoire impacté	Ile-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise
Procédures en mai	43	11	5	5	1	12	3	3	3
cumul 2015	261	72	29	17	17	51	29	28	18
Salariés concernés	2 522	837	119	158	37	1 103	97	63	108
cumul 2015	11 850	3 526	732	546	623	2 835	1 589	1 328	671

Emplois menacés et procédures au cours des 12 derniers mois



Emplois menacés par département



Secteurs d'activité qui concentrent le plus d'emplois menacés

